



DOSSIER

Des élus pour représenter les personnels du corps des PsyEN

p.3-5

SOMMAIRE

- 2** Psychologues stagiaires, une rentrée chaotique
Répartition des stagiaires dans les centres de formation
Le SNUipp-FSU demande un comité de suivi Reclassement
Intégrés ou détachés ? Un délai pour choisir
- 3-5** Dossier élections professionnelles PsyEN
- 6** La structuration du corps : un chantier inabouti et des enjeux importants pour l'avenir
Conseiller technique ou coordonnateur ?
Trois questions à Paul Devin
- 7** Ordre des psychologues : c'est non !
Régime indemnitaire
Un nouveau mouvement
- 8** Deux colloques à venir : « A l'école : travailler avec la difficulté » et « Penser le métier »
Se syndiquer ? Une vraie bonne idée



PsyEN :

Votez pour vos nouveaux représentants !

Après la mise en place du corps des PsyEN au 1^{er} septembre 2017, une nouvelle étape se profile avec les élections des représentants des psychologues dans les instances paritaires nationale (CAPN) et académiques (CAPA). Une forte participation à ce scrutin et des résultats significatifs pour le SNUipp-FSU constitueront une force pour faire entendre et respecter la voix des personnels face à l'administration.

Avec la création du corps de PsyEN, le SNUipp-FSU a participé activement au travail de concertation avec le ministère pour définir les modalités concrètes de fonctionnement de ce corps. En parallèle il a organisé de multiples réunions syndicales, informé régulièrement la profession, l'a mobilisée pour faire respecter les engagements de l'état... Tout ce travail devra se poursuivre pour que notre métier gagne en qualité. Au sein du service public d'éducation, permettre à tous les acteurs de l'école, enfants, parents et professionnels, d'accéder gratuitement à une ou un psychologue pour une écoute, un accompagnement, une aide, dans le respect des différents champs théoriques de la psychologie et de l'autonomie professionnelle des psychologues, voilà l'objectif du SNUipp-FSU et de ses candidats. Votez sans attendre et avec détermination !

PSYCHOLOGUES STAGIAIRES, UNE RENTRÉE CHAOTIQUE

Les lauréats du tout premier concours des psychologues de l'EN ont fait leur rentrée comme psychologues stagiaires en septembre. Dès le mois de juillet, ils avaient eu connaissance de leur affectation dans l'un des 8 centres de formation. En revanche, le lieu du stage de pratique accompagnée auprès d'un psychologue tuteur n'a été communiqué que tardivement et ne répondait pas toujours à la demande des stagiaires.

En effet, alors que la formation est organisée dans trois lieux différents que sont le centre de formation (UFR de psychologie), l'ESPE et la circonscription où est implanté le RASED, le ministère avait donné son accord pour que le stage en pratique accompagnée puisse s'effectuer dans une académie limitrophe de l'académie siège du centre de formation. Mais plusieurs rectorats n'ont pas tenu compte de cette possibilité, conduisant les stagiaires à accomplir leur stage très loin de chez eux.

Pire, certains stagiaires ont été affectés sur des postes vacants et non auprès de psychologues titulaires comme le prévoient les textes réglementaires. Le SNUipp-FSU a exigé et obtenu qu'aucun stagiaire ne soit utilisé comme moyen de remplacement. Il est intervenu aussi auprès du ministère et de plusieurs rectorats afin que soit respectée la possibilité de faire ce stage dans une académie limitrophe sur demande motivée.

La publication tardive, fin août, de l'arrêté fixant les modalités de l'année de formation va conduire à des ajustements en cours d'année pour mettre en cohérence l'ensemble des temps et lieux de formation. Le SNUipp-FSU reste vigilant et continuera d'intervenir pour garantir la qualité de la formation à l'ensemble des stagiaires et l'accès à la fonction de tuteur pour tous, sur la base du volontariat. Les futurs élus du SNUipp-FSU et du SNES-FSU pourront intervenir à l'avenir, au plus près des rectorats.

RÉPARTITION DES STAGIAIRES DANS LES CENTRES DE FORMATION

A l'exception de Paris qui possède 2 centres de formation, les stagiaires des deux spécialités, 1^{er} degré (EDA), 2nd degré (EDO) sont regroupés dans le même centre et bénéficient de formations communes et spécifiques à chaque spécialité.

	1 ^{er} degré : EDA	2 nd degré : EDO
Aix Marseille	21	14
Bordeaux	22	23
Lille	9	21
Lyon	19	33
Nancy-Metz	10	27
Paris	35	56
Rennes	14	19
Report de stage	5	4
	135	197

LE SNUIPP-FSU DEMANDE UN COMITÉ DE SUIVI

Pour améliorer le recrutement et la formation initiale, le SNUipp-FSU et le SNES-FSU demandent au ministère la mise en place d'un comité de suivi tout au long de l'année 2017-2018. Ce comité de suivi composé notamment des acteurs de la formation et de représentants syndicaux pourra suivre la mise en place de cette nouvelle formation ainsi que la préparation des concours 2018, et émettre des propositions pour répondre au mieux aux besoins de formation des stagiaires.

RECLASSEMENT

« Les stagiaires ayant effectué des services professionnels en qualité de titulaire, de stagiaire ou d'agent contractuel dans la Fonction publique (Etat, territoriale ou hospitalière) ou dans le privé peuvent demander un reclassement. C'est une procédure de reprise de tout ou partie de l'ancienneté des services effectués permettant soit d'être classé à un échelon supérieur, soit de bénéficier d'un report d'ancienneté et ainsi d'avancer la date de la prochaine promotion. Un dossier retraçant l'historique de la carrière est à remplir et à renvoyer avant le 31 décembre, renseignements auprès du rectorat du centre de formation ou du SNUipp-FSU de votre département. »

INTÉGRÉS OU DÉTACHÉS ? UN DÉLAI POUR CHOISIR

Tous les psychologues en poste ont eu à choisir entre l'intégration et le détachement pour 5 ans dans le nouveau corps des PsyEN-EDA. En cas d'absence de réponse, ils ont été placés en détachement pour un an dans le nouveau corps. Le droit d'option leur sera proposé à nouveau en fin d'année scolaire. En cas de non réponse, les psychologues perdront leur poste et seront réaffectés comme PE. S'ils choisissent le détachement, sa durée sera alors de 4 ans, l'année actuelle étant comptée dans le détachement.

Il reste 11 psychologues à statut d'instituteur. Le SNUipp-FSU avait demandé la possibilité de garder ce statut

afin de conserver des avantages liés au poste (logement de fonction) à la pension (poursuite de la comptabilisation des années de service actif). L'administration l'a acceptée à condition de ne pas participer au mouvement. L'intégration directe dans le corps des PsyEN ou le détachement dans le corps des PE puis l'accès au droit d'option sont possibles chaque année.

N'hésitez pas à contactez le SNUipp-FSU de votre département pour tout renseignement (calcul des services actifs avec statut d'instituteur, âge de départ en retraite et d'annulation de la décote...).



Des élus pour représenter les personnels PsyEN

Comme dans chaque corps de la Fonction publique, les psychologues de l'EN bénéficieront d'instances administratives qui vont gérer leurs carrières et leurs postes, et dans lesquelles ils seront représentés par des PsyEN.

L'ensemble des PsyEN du 1^{er} et 2nd degré, qu'ils soient détachés ou intégrés, vont donc être amenés à voter pour élire leurs représentants qui siègeront en commissions paritaires académiques et nationale. Les psychologues ayant choisi de garder le statut d'instituteur ne voteront pas.

Le SNUipp-FSU et le SNES-FSU présentent des listes communes dans toutes les académies, ainsi qu'une liste nationale. Chaque électeur votera par correspondance avant le 28 novembre, date limite de réception des votes. La participation massive des

électeurs est un enjeu de taille pour asseoir la légitimité des nouveaux élus.

Un peu d'histoire ...

La représentation des personnels dans des instances paritaires est une histoire ancienne chez les fonctionnaires et est le résultat de mobilisations pour imposer le droit syndical qui leur était refusé, notamment pour les instituteurs. Dès 1925, l'idée d'un travail collaboratif pour la gestion des affectations fait son apparition. Le développement des droits des personnels a ensuite étendu le champ d'intervention des représentants syndicaux permettant ainsi de limiter l'arbitraire de l'administration, tant pour le déroulement de carrière que les nominations sur postes.

Au fil des décennies, la représentation syndicale de l'Éducation nationale a acquis une expertise reconnue par l'administration. Le cadre paritaire permet les échanges, les argumentations et les controverses. Même si les instances nationales ou académiques,

dans lesquelles siègent les élus des personnels sont consultatives et que la décision finale appartient au représentant de l'état (recteur, DASEN), la parole des fonctionnaires sur le terrain et le point de vue des écoles sont ainsi portés dans le débat, escomptant que les décisions qui seront prises à l'issue des instances soient conformes à l'intérêt général tout en prenant en compte les situations particulières.

Comment le SNUipp-FSU entend-il tenir ensemble de manière cohérente à la fois la présence, l'action dans les commissions paritaires et le développement de son projet de transformation de l'école pour davantage de réussite et moins d'inégalités ? C'est en rencontrant les personnels, en les questionnant, en construisant avec eux des propositions, en portant leurs attentes auprès de l'administration et en rendant transparentes et équitables les règles et les décisions, qu'il compte avancer sur toutes ces questions. C'est bien là le pari d'un syndicalisme exigeant et ambitieux.



Des élus, à quoi ça sert ?

Au niveau national, académique et départemental, il existe de nombreuses instances consultatives de natures différentes dans lesquelles siègent des représentants des personnels. La répartition des sièges entre représentants des personnels se fait en fonction des résultats obtenus par chaque organisation syndicale à l'issue des élections professionnelles. C'est cette représentativité qui donne du poids aux élus des personnels face à l'administration. Allier la défense

des intérêts individuels et collectifs, garantir l'application de règles communes, intervenir et assurer la transparence dans leur élaboration, les enjeux sont importants.

Les élections professionnelles anticipées des psychologues de l'EN de novembre 2017 vont permettre de désigner les représentants des personnels dans les nouvelles instances CAPA et CAPN (voir ci-dessous) qui traiteront toutes les opérations concernant les carrières.

En décembre 2018, l'ensemble des

représentants syndicaux de la Fonction publique seront réélus pour 4 ans pour siéger dans ces instances mais aussi dans les autres comités (voir ci-dessous) pour assurer la défense des personnels, la transparence et l'équité dans le fonctionnement du service public.

Depuis de nombreuses années, le SNUipp-FSU est majoritaire dans l'ensemble des élections paritaires dans le 1^{er} degré, tout comme le SNES-FSU dans le 2nd degré.

Et dans quelles commissions siègent-ils ?

Des commissions administratives paritaires au niveau académique et au niveau national

Les élections anticipées pour les PsyEN conduiront à constituer ces seules commissions composées, à parité, des représentants des personnels et de l'administration. Celles-ci traitent les situations individuelles et collectives des personnels.

Dans les CAPA (commissions administratives paritaires académiques), les femmes et hommes élus interviennent et suivent principalement les opérations de promotions et de déroulement des carrières (passages d'échelon et de grade), du mouvement (validation des barèmes du mouvement inter-académique et mouvement intra-académique), des demandes de congés formation, de détachement dans un autre corps ou d'entrée dans le corps.

Surtout, ces élus sont les interlocuteurs privilégiés des services du rectorat et peuvent intervenir dans des situations particulières et individuelles. Ils accompagnent, en tant que délégués du personnel, les col-

lègues qui les sollicitent chaque fois que cela est nécessaire, pour éviter un face à face avec l'administration qui pourrait être désavantageux pour le collègue. En cas de mesure disciplinaire, les CAPA sont informées et consultées.

La CAPN (commission administrative paritaire nationale) traite essentiellement des permutations inter-académiques et de la carrière des psychologues issus des académies ou vice-rectorat dans lesquelles il y a trop peu de personnels pour créer une CAPA. Elle traite aussi des psychologues en détachement dans une autre administration.

Autres instances où siègent les représentants du personnel

Les comités techniques (CT) composés des représentants de l'administration et des représentants syndicaux. Leurs rôles sont pluriels mais les principaux, au niveau national, académique et départemental, sont l'organisation et le fonctionnement des différents services ainsi que la gestion prévisionnelle des effectifs et des emplois. Au niveau national,

c'est aussi cette instance qui donne son avis sur les règles statutaires et les orientations en matière de politique indemnitaire. Les représentants aux CT seront élus l'an prochain lors du renouvellement général des représentants dans la Fonction publique.

Les représentants des personnels ont leur place dans les *Comités Hygiène Sécurité et Conditions de travail (CHSCT)* dans les départements comme aux plans académique et national.

Les *Commissions Consultatives Paritaires (CCP)*, instances pour les non-titulaires, créées en 2008, ne sont obligatoirement consultées qu'en cas de sanctions disciplinaires ou de licenciement à l'issue de la période d'essai. Ses attributions sont trop restrictives pour y permettre une défense efficace des non-titulaires. La FSU revendique qu'elles soient un véritable lieu de dialogue social sur les conditions de travail et d'emploi des agents non titulaires, avec des compétences étendues aux recrutements, aux affectations, aux questions relatives aux rémunérations, aux demandes de congé formation.

Brèves de candidats

Pourquoi êtes-vous candidate ou candidat ?

Les élus ont un rôle à jouer aussi bien auprès des personnels en formation que des psychologues en poste. Avec ce nouveau corps, tout est à construire et je trouve intéressant de pouvoir questionner mon rôle aussi bien aux niveaux académique que national. Le SNUipp-FSU est un syndicat qui pense l'école pour tous, c'est pourquoi il correspond à mon idée du vivre ensemble. Questionner la place de l'enfant différent de celui attendu à l'école oblige à tenir compte de la société dans laquelle il vit. J'adhère à l'idée que chaque enfant doit pouvoir bénéficier d'un accompagnement psychologique de qualité à l'école. D'où la défense des RASED. D'où la défense de secteurs d'intervention à taille humaine. D'où la défense d'une formation professionnelle de qualité. D'où la défense de revalorisations financières des agents. Toutes ces dimensions et bien d'autres se retrouvent dans les mandats du SNUipp-FSU. Un premier pas a été franchi avec cette reconnaissance statutaire mais il y en a encore beaucoup de batailles à mener.

Emmanuelle Koessler (57)

Se présenter aux élections de la nouvelle CAPA des psychologues EN : pour moi, une évidence. Ayant suivi le travail

mené pour la création du corps, il y avait une suite logique : après en avoir défini le contour, il fallait agir et continuer à promouvoir et défendre les idées du SNUipp-FSU pour en améliorer le fonctionnement et aider les collègues à y naviguer. Une évidence, car une fois créé ce nouvel espace de dialogue, de réflexion et de revendications, il devait être investi par une pensée collective face au morcellement dans lequel nos pratiques au quotidien nous entraînent. On pense mieux à plusieurs, on revendique plus efficacement dans un collectif. Une évidence enfin au vu de mon engagement au SNUipp-FSU et des valeurs humanistes et progressistes qu'il promeut. Toutes les approches de la psychologie à l'école ne se valent pas et l'épanouissement du sujet au maximum de ses possibilités ce n'est pas l'adaptation de l'individu au monde du travail et de l'entreprise.

Bernard Robin (16)

Avec la création du corps, c'est une nouvelle dynamique collective à construire autour de l'identité professionnelle avec l'objectif de défendre l'ensemble de nos missions dans le respect d'approches diversifiées. Le besoin en formation continue est très important, il est urgent qu'il

soit pris en compte par l'institution. Sur le terrain, nous identifions les besoins avec les équipes d'école et les collègues du RASED, c'est la base de notre expertise et de notre reconnaissance professionnelle. Concepteurs de notre travail, nous avons besoin d'autonomie professionnelle, gage de notre efficacité. Je ne veux pas que les psychologues dans les écoles deviennent des courants d'air avec une mallette de tests à la main. Les batailles à mener seront en priorité la diminution de la taille des secteurs par la création de postes, la formation initiale et continue, le respect de la réglementation sur les frais de déplacement en particulier.

Véronique Kontowicz (31)

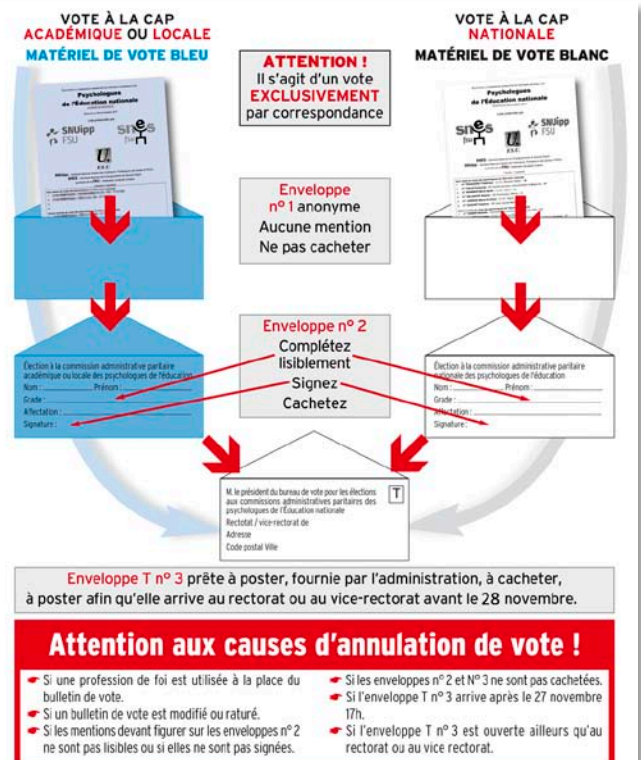
Les psychologues de l'éducation nationale 1^{er} degré et les maîtres spécialisés sont de plus en plus confrontés à l'isolement (disparition des RASED, de la santé scolaire, pénurie de l'offre de soin pour les élèves). Beaucoup de nos collègues sont fragilisés par des fermetures et des vacances de postes, le saupoudrage des interventions, l'impossibilité d'exercer l'ensemble des missions. J'ai souhaité m'engager un peu plus dans le cadre syndical car je crois que l'action collective est la meilleure des réponses pour conserver notre identité, nos valeurs et notre éthique vis-à-vis de nos missions auprès des enfants. C'est pourquoi j'ai franchi le pas et je me suis portée candidate sur la liste du SNUipp-FSU de mon académie.

Véronique Osika (77)

COMMENT VOTER ?

Le vote se fera par correspondance. Le matériel de vote sera acheminé à votre domicile durant les vacances d'automne et le vote devra être arrivé à l'administration avant le 28 novembre. Votez sans attendre dès réception de votre enveloppe !

En cas de perte de votre matériel, adressez-vous à votre section départementale du SNUipp-FSU qui vous indiquera la marche à suivre.





LA STRUCTURATION DU CORPS : UN CHANTIER INABOUTI ET DES ENJEUX IMPORTANTS POUR L'AVENIR

En l'absence de discussions sur la chaîne hiérarchique et fonctionnelle du corps des PsyEN, l'IEEN de circonscription, au titre du pilotage des RASED, reste l'évaluateur. Il réalisera les rendez-vous de carrière sur la base d'une grille à compléter et ce, en lien avec l'IEEN-ASH adjoint du DASEN. Le suivi administratif, les plans de formation continue relèveront dorénavant du niveau académique.

Conseiller technique ou coordonnateur ?

Afin de répondre aux besoins d'accompagnement professionnel des psychologues, le SNUipp-FSU est favorable à une fonction de coordination au niveau départemental, exercée par un ou plusieurs psychologues (selon la taille du département) à temps partiel, avec une fiche de poste discutée au sein des instances paritaires. Ce « coordonnateur » organiserait des échanges professionnels, le recensement des besoins en formation continue, la réflexion, l'aide à la mise en place de cellules de crise. Des missions partielles qui préservent l'autonomie des psychologues de terrain dans le choix des méthodes et des outils, sans rôle d'évaluation. Par ailleurs, le SNUipp-FSU est favorable à une évolution de la chaîne hiérarchique, actuellement constituée par l'IEEN de circonscription et qui ne suffit pas à prendre en compte l'expertise professionnelle des psychologues. Le SNUipp-FSU avec le SNES-FSU a demandé au ministère, dès le projet de création du nouveau corps, la mise en place d'un groupe de travail afin d'envisager l'évolution de la chaîne hiérarchique des psychologues de

l'éducation nationale prenant en compte les spécificités des premier et second degrés et arriver à une structuration cohérente pour les deux spécialités. Cela n'a pas été réalisé et reste à faire.

Le conseiller technique (CT) est présenté par certaines organisations syndicales et associatives comme la solution au problème de la chaîne fonctionnelle et hiérarchique dans le nouveau corps. Sur le modèle des personnels médicaux-sociaux, cette option présente un risque de « para-médicalisation » des psychologues et de la psychologie avec un éloignement des dispositifs d'aide psychopédagogique que représentent les RASED. Cela pourrait transformer cette fonction en prescription de « bonnes pratiques », de relais de l'administration, à terme d'évaluation des personnels, à l'image des CT médecins et assistantes sociales. Pour le SNUipp-FSU, défendre le service public ce n'est pas le fragiliser en diminuant les moyens sur le terrain pour créer des postes d'encadrement ou de chef de service.

Trois questions à Paul Devin, secrétaire général du SNPI FSU



L'évaluation des PsyEN-EDA continue à être exercée par l'IEEN de circonscription, en lien avec l'IEEN adjoint du DASEN. Quel peut être son champ d'intervention en tant que non psychologue ?

Il ne serait ni raisonnable, ni légitime qu'un inspecteur se mêle de ce qui relève de la compétence professionnelle spécifique du psychologue de l'Éducation nationale. Mais, il ne serait pas plus raisonnable et légitime, qu'au nom de cette compétence, le psychologue refuse que soient évaluées les actions relevant de ses missions.

C'est dans le cadre du pilotage du RASED et non dans celui d'un contrôle « technique » des actes professionnels du psychologue que doit se situer le champ d'intervention de l'inspecteur avec pour finalité la définition concertée d'une politique d'actions pour réduire la difficulté scolaire. Le SNPI-FSU défend une mise en œuvre de la réforme de l'évaluation dans la concertation et l'échange.

Quels doivent être les principes et les écueils à éviter pour préserver une autonomie professionnelle sur le terrain, à distance d'une imposition de « bonnes » pratiques ou d'imposition de procédures ?

Si nous voulons que l'évaluation participe à une plus grande réussite de tous les élèves, il faut renoncer à la modélisation qui est incapable d'améliorer les pratiques professionnelles. La nature complexe des actions professionnelles doit conduire l'inspecteur à renoncer à l'imposition de pro-

cédures : accompagner c'est analyser, observer, questionner et certainement pas modéliser.

La question de l'organisation du nouveau corps des PsyEN se pose. Certains souhaitent la mise en place d'un conseiller technique, à l'image de la filière médico-sociale. Que pourrait signifier ce type de modèle pour le travail du psychologue dans l'école ?

Nous constatons très régulièrement que la création de hiérarchies intermédiaires renforce les volontés de modélisation des actions professionnelles d'autant que l'éloignement du terrain rend moins conscient des réalités quotidiennes du travail. Le conseiller technique que l'on perçoit comme un relais de la profession auprès de l'administration, peut très vite devenir un prescripteur exigeant des demandes du DASEN et du Recteur. Et le fait qu'il soit psychologue ne garantit rien dans un tel contexte !

ACTUALITÉS

Ordre des psychologues : c'est non !

Le SNUipp-FSU est opposé à la création d'un ordre des psychologues. L'ordre, en tant qu'instance disciplinaire, installe une nouvelle juridiction qui permet à des pairs d'exercer des sanctions disciplinaires sur leurs collègues alors qu'il existe déjà la justice de la République et un cadre disciplinaire dans la Fonction publique. Il impose par ailleurs de payer une cotisation pour pouvoir exercer, ce qui est contraire à la position de fonctionnaire dont l'accès se fait par concours.

Régime indemnitaire

Le changement de corps pour les psychologues de l'Éducation Nationale a rendu caduques les anciens textes définissant le régime indemnitaire des ex-COPsy et des ex-psychologues des écoles. Les textes concernant le régime indemnitaire des PsyEN étant toujours en attente de parution (indemnité de fonction particulière, indemnité de tutorat, ainsi que l'actualisation du texte de 2015 sur les indemnités d'éducation prioritaire), le SNUipp-FSU et le SNES-FSU, dès le mois d'août, se sont inquiétés de ce vide réglementaire et ont interpellé le ministère. Celui-ci s'est alors engagé à verser les payes à même hauteur que les précédentes, sans amputation des indemnités. Malgré cet engagement du ministère, un certain nombre de rectorats ont supprimé le versement de l'ISAE et de l'indemnité de sujétion REP aux psychologues des écoles. Le SNUippFSU et le SNES-FSU ont lancé une pétition pour exiger le respect des engagements. Depuis, le ministère assure qu'un accord interministériel a acté le paiement des indemnités pour octobre (1^{ère} paye en tant que PsyEN). Pour autant, si cet engagement est un 1er pas, la question du régime indemnitaire pour le second degré reste en suspens. C'est



pourquoi le SNUipp-FSU et le SNES-FSU maintiennent leur appel à signer massivement la pétition sur leur site.

Rappel : l'IFP annuelle 2044,19 € (fusion de l'ISAE et de l'IFP), l'indemnité de tutorat de 1250 €, les primes REP 1734 € et REP+ 2312 €.

Un nouveau mouvement

Le passage d'un mouvement départemental à un mouvement académique entraîne de nombreux changements pour les PsyEN-EDA. Une circulaire précisant les règles du mouvement et les critères de classement des demandes est en cours d'élaboration, et le SNUipp-FSU intervient de façon à faire respecter les particularités du 1^{er} degré. Les demandes de participation au mouvement inter académique se feront à partir de la mi-novembre (consulter la note de service de mobilité des enseignants du 2nd degré). Dans le cadre du mouvement intra-académique des PsyEN-EDA, le SNUipp-FSU a demandé que des mesures transitoires puissent être prévues et examinées dans les CAPA, afin de préserver des spécificités intra-départementales à l'intérieur du mouvement intra-académique.

PPCR : reclassement dans la nouvelle grille au 1^{er} septembre 2017

Au 1^{er} septembre 2017, le reclassement dans les nouvelles grilles indiciaires a concerné tous les PsyEN. Celui-ci prend en compte l'indice et l'ancienneté précédemment détenus dans l'échelon.

- Pour la classe normale, 2 possibilités : je garde mon échelon et mon ancienneté ou je passe à l'échelon supérieur avec une ancienneté remise à zéro au 1^{er} septembre 2017.
- Pour la hors-classe, 2 possibilités : je bénéficie d'une promotion et je donc garde mon échelon avec une ancienneté remise à zéro au 1^{er} septembre 2017, mais l'indice correspondant est supérieur et donc mon salaire est augmenté ou je suis reclassé à un échelon inférieur mais avec mon ancienneté et l'indice correspondant, sans perte de salaire.
- Cela n'entraîne ni «déclassement», ni perte de salaire.
- Pour les collègues nouvellement promus à la Hors-Classe : **se référer à la nouvelle grille sur le site du SNUipp-FSU « reclassement des PE et PSY à la hors classe »**

Pour aller plus loin : rendez-vous sur l'espace PPCR du site du SNUipp-FSU : <https://www.snuipp.fr/actualites/posts/reclassement-ppcr-comment-ca-marche>

A l'école : travailler avec la difficulté



Le SNUipp-FSU organise un colloque pour réfléchir ensemble au traitement actuel de la difficulté.

Travailler avec la difficulté scolaire (difficultés d'apprentissages, problèmes de comportement...) fait partie de la réalité des enseignants. L'acte d'apprendre, le rapport au savoir, la relation à l'autre et au groupe ne vont pas de soi et, sous couvert d'accompagner les élèves et les enseignants, l'administration empile les dispositifs (RASED, PDMQDC, classe relais, APC, stage de remise à niveau...) et les protocoles (PPAP, PPRE, PAP...) parfois sans grande cohérence pédagogique.

Le colloque « **À l'école : travailler avec la difficulté, un enjeu complexe, des pistes à approfondir** » se tiendra le **23 novembre 2017** au SNUipp, rue Cabanis à Paris. Dans un contexte politique où les orientations publiques mettent en avant les neurosciences comme discipline dominante pour penser les apprentissages, comment articuler savoirs et expertises développés sur le terrain, théories et méthodes des sciences, qu'elles soient dites « molles » (sciences humaines, sociales) ou « dures ». Les interventions de Jacques Bernardin, Jeanne Moll, Stanislas Morel et Florence Savournin alterneront avec des échanges et des débats sur le traitement actuel de la difficulté et sur les pistes à approfondir et développer.

Penser le métier



Le SNUipp-FSU et le SNES-FSU organisent une journée de réflexion sur la place du psychologue et de la psychologie à l'école.

La rentrée 2017 a été riche en nouveautés pour les psychologues des écoles : création d'un corps, premiers concours, premiers stagiaires, passage à une gestion académique, élections professionnelles anticipées des commissaires paritaires académiques et nationaux. Si les questions statutaires et réglementaires liées à la création du corps sont en cours de résolution, il est essentiel d'échanger sur le cœur de métier.

Avec le corps unique, sur quels terrains nouveaux serons-nous sollicités ?

Certaines pratiques, certains modèles théoriques, ne vont-ils pas être privilégiés ?

Comment les parents, les enseignants, les élèves percevront-ils ces changements ?

L'histoire de nos spécificités professionnelles ne va-t-elle pas être recouverte par des pratiques uniformes, un nouveau positionnement ?

Toutes ces questions traversent inévitablement la profession au moment de l'officialisation de la création du nouveau corps. Après la satisfaction de voir enfin aboutir nos revendications, chacun mesure les enjeux pour la place de la psychologie et des psychologues dans l'École.

Journée de réflexion et d'échanges sur la place du psychologue et de la psychologie à l'école le **17 novembre 2017** au SNUipp, 12, rue Cabanis Paris 13. Inscriptions auprès des sections départementales.

Syndicalisation

Se syndiquer ? Une vraie bonne idée

Le SNUipp-FSU syndique tous les professionnels de l'école : PE, PsyEN-EDA et AESH car les batailles syndicales se mènent collectivement autour du service public d'éducation. 66 % de la cotisation est déductible sous forme de crédit d'impôt.

Pour les psychologues et la psychologie à l'école, le SNUipp-FSU revendique :

- un plan de créations de postes et de recrutements afin d'atteindre la moyenne européenne d'un psychologue pour 800 élèves et permettre à la profession de répondre à l'ensemble des missions qui lui sont attribuées.
- des conditions de travail et des modalités d'évaluation conformes aux missions des psychologues et aux règles déontologiques de la profession
- une formation continue régulière et de qualité
- un régime indemnitaire unique aligné sur celui des PsyEN-EDA
- le développement des RASED comme dispositif pluriel de prévention et de remédiation
- un fond national et académique pour pallier les inégalités d'équipement des psychologues selon les territoires.



SE SYNDIQUER ?

UNE VRAIE BONNE IDÉE.

POUR SON MÉTIER • POUR SOI-MÊME • POUR LES ÉLÈVES.



SE SYNDIQUER, C'EST

Utile



<https://adherer.snuipp.fr>

66% de la cotisation sont remboursés sous forme de crédit d'impôt.



► DIRECTEUR DE PUBLICATION : Jean-Pierre Clavere ► RÉDACTION : Françoise Dalia, Natacha Delahaye, Pierre Garnier, Nathalie Panier ► CONCEPTION GRAPHIQUE, RÉALISATION & IMPRESSION : Rivaton & Cie ► PRIX DU NUMÉRO : 0,80 €

SNUIPPINFOS

Publication nationale trimestrielle du Syndicat National Unitaire des Instituteurs, Professeurs des écoles et PEGC
CPPAP 0919 S 05288 ISSN 0183-0244 | 128 boulevard Blanqui, 75013 Paris | 01 40 79 50 00 | snuipp@snuipp.fr